

Unité Départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 06/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARREFOUR SUPPLY CHAIN

ZAC des Châtelets
rue de Boissillon
22440 Ploufragan

Code AIOT : 0005506478

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2023 dans l'établissement CARREFOUR SUPPLY CHAIN implanté Parc d'activités des Châtelets Rue du Boisillon 22440 Ploufragan. L'inspection a été annoncée le 22/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL et de l'action nationale entrepôt qui a pour objectif d'apprécier la conformité des entrepôts à la réglementation applicable à ce secteur d'activité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARREFOUR SUPPLY CHAIN
- Parc d'activités des Châtelets Rue du Boisillon 22440 Ploufragan
- Code AIOT : 0005506478
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Ploufragan est une plateforme logistique spécialisée dans le stockage de produits de brasserie pour les besoins des enseignes Carrefour.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mise en œuvre des évolutions réglementaires de 2020 et 2021 pour le stockage des matières combustibles en entrepôt couvert

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Exercice incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 13	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
14	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe VIII	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.511-9 et son annexe, rubrique 1510
4	État des matières stockées - gestion accidentelle et information de la population	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 1.4 points I.1 et I.2
9	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 12
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/201, Annexe II, article 13
12	Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article Point 13
13	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 11

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 1.2
3	État des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 1.4 au I.
5	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 8
6	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 9
7	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 9
8	Éclairage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 16

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués lors de ce contrôle relèvent deux non conformités en ce qui concerne l'absence de réalisation d'exercices incendie et d'étude des flux thermiques en cas d'incendie. Ces constats conduisent l'inspection à proposer à Monsieur le préfet des Côtes d'Armor une mise en demeure.

Quelques observations sont également formulées, notamment au sujet de la détection incendie et du confinement des eaux d'extinction. Elles nécessitent la mise en œuvre d'actions de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Documents administratifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 1.2
Thème : Actions nationales 2023, Éléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;- les différents documents prévus par le présent arrêté. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : L'exploitant dispose des différents documents administratifs relatifs aux ICPE exploitées sur le site et a présenté à l'inspection : <ul style="list-style-type: none">- l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2002,- les arrêtés complémentaires du 5 septembre 2009 et du 7 février 2020 avec les dossiers de porter à connaissance associés,- les derniers rapports de vérification et maintenance périodique des installations et équipements du site (électricité, détection incendie, désenfumage, portes coupe-feu, RIA, extincteurs, poteau incendie). <p>Le dernier rapport de visite de risques de l'assureur n'était pas disponible le jour du contrôle mais a été transmis quelques jours après l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.511-9 et son annexe, rubrique 1510
Thème : Actions nationales 2023, 1. Appréciation des dangers

Prescription contrôlée :

Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques

Constats :

L'entrepôt comporte 4 cellules d'un volume total de 278 250 m³ et est soumis au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510. Le stockage de charbon à hauteur de 150 tonnes, dans les cellules 1, 3 et 4, a été déclaré sous la rubrique 4801 via le porter à connaissance de 2019.

Un stockage de palettes bois en extérieur est déclaré sous la rubrique 1532 pour un volume maximal de 8000 m³.

L'entrepôt est également autorisé au titre de la rubrique 4755, sous le régime de l'autorisation, pour le stockage de 600 m³ d'alcool de bouche en cellule 3. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas stocker d'alcool de bouche sur le site depuis plusieurs années mais vouloir conserver cette possibilité.

L'exploitant n'a pas analysé l'impact, sur sa situation administrative, de la modification de la nomenclature des ICPE et notamment de la rubrique 1510 (stockage de matières combustibles dans des entrepôts couverts) suite au décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020. **Il appartient à l'exploitant d'apporter à l'inspection, sous 1 mois, les éléments nécessaires pour justifier de sa situation administrative actuelle au regard des rubriques ICPE (1510 notamment).**

L'exploitant a annoncé vouloir mettre à l'arrêt la station service du site. Bien que cette installation ne soit pas classée au titre des ICPE (car sous le seuil de déclaration de la rubrique 1435), et que, de ce fait, aucune procédure de cessation d'activité ne soit requise pour cette installation à ce stade (mais sera à prendre en compte lors de la cessation d'activité du site au titre des activités historiques), **l'inspection invite l'exploitant à procéder à la mise en sécurité de l'installation dès l'arrêt d'exploitation et aux investigations nécessaires pour identifier les éventuelles sources de pollution liée au fonctionnement de la station service. A ce titre, le dégazage, nettoyage et retrait ou à défaut la neutralisation du réservoir par un solide physique inerte est à privilégier pour éviter toute pollution qui pourrait survenir sur cette station et occasionner un impact environnemental significatif.**

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : État des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 1.4 Point I

Thème : Actions nationales 2023, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.

Prescription contrôlée :

I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état

est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.
Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.
L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.
Constats : Une présentation de l'outil de gestion des stocks (SMD : Supervision Matières Dangereuses) intégrant les prescriptions réglementaires post-Lubrizol a été faite en séance par le responsable du déploiement de cet outil. L'état des matières stockées est accessible par internet via un identifiant. Il est mis à jour en continu. Il reste accessible en cas de perte d'utilités ou d'accès impossible aux bureaux de l'entrepôt. Les fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses sont également accessibles. Deux inventaires physiques par an sont réalisés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : État des matières stockées - gestion accidentelle et information de la population

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 1.4, Points I.1 et I.2
Thème : Actions nationales 2023, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : <ol style="list-style-type: none"> servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <ol style="list-style-type: none"> répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : Les produits, matières ou déchets combustibles stockés sont identifiés de plusieurs manières : par rubrique ICPE (1510, 1530, 4801, 2262, 4734, etc.), par mention de danger (Hxxx), par famille de produit (eaux minérales, boissons sans alcool, chocolats de fête, engrais et amendements, etc.) ou

<p>par typologie (solide, liquide, solide liquéfiable). Les quantités stockées sont indiquées en volume et/ou en masse, par zone de stockage (cellule ou zone extérieure).</p> <p>La caractérisation des produits se fait au niveau national, l'exploitant ne peut intervenir dans cette opération. Cela conduit à identifier en zone de stockage extérieur des matières caractérisées ICPE 1510 (alors que le classement 1510 ne peut concerner que des stockages sous toiture) mais aucun produit ICPE 1532 alors qu'un stock de palettes bois est présent en extérieur le jour du contrôle (voir photo en annexe).</p> <p>Une révision de la caractérisation des produits semble nécessaire pour identifier plus finement certains produits tels que les palettes bois par exemple à différencier des autres matières combustibles 1510. L'exploitant transmettra à l'inspection un état des stocks actualisé sous 2 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 5 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 8</p>
<p>Thème : Actions nationales 2023, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les quelques matières dangereuses liquides (pétrole lampant exclusivement) présentes le jour du contrôle sont stockées en masse sur rétention métallique.</p> <p>L'inspection n'a pas identifié d'aérosols ni de liquides inflammables stockés dans l'entrepôt et l'exploitant a confirmé ne pas avoir ce type de produits en stock.</p> <p>L'inspection rappelle que le stockage d'alcool de bouche devra être réalisé de manière à ne pas aggraver un incendie (c'est-à-dire sous rétention) s'il est réalisé dans l'entrepôt.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Conditions de stockage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 9</p>
<p>Thème : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p>

<p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;</p> <p>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</p> <p>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</p> <p>[En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p> <p>1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;</p> <p>2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] Ces dispositions sont non applicables aux installations existantes av 2003 et aux installations nouvellement soumises à 1510.</p> <p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <ul style="list-style-type: none"> - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L. - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p> <p>Constats :</p> <p>Les stockages sont réalisés en masse (en cellule 1, 3 et 4) et en rack (en cellule 1, 2 et 3).</p> <p>La hauteur maximale des stockages est respectée pour les deux types de stockages.</p> <p>Les matières dangereuses liquides ne sont pas stockées en rack.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 7 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 9
Thème : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L.</p> <p>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p> <p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a pas identifié de produits ayant une mention de dangers H224 lors du contrôle, ni dans l'outil de gestion des stocks, ni dans l'entrepôt au cours de la visite.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Éclairage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 16
Thème : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
Prescription contrôlée : Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement. [Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil]. Applicable à tous et au 1/01/23 pour les nouvellement soumis.
Constats : L'ensemble de l'entrepôt est éclairé à l'aide de lampes LED.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 12
Thème : Actions nationales 2023, 2.b La détection incendie
Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.
Constats : Une détection automatique incendie comportant des détecteurs optiques de fumées est présente dans les différentes cellules, locaux techniques et bureaux. Le rapport de visite de maintenance du système de détection incendie établi par FINSECUR le 19/06/2023 relève cependant que les faux plafonds de la zone bureau RDC et R+1 ne sont pas couverts par la détection. La détection automatique incendie étant obligatoire pour les bureaux à proximité des stockages, l'exploitant transmettra sous 3 mois à l'inspection les justifications d'actions correctives (a minima un devis signé) permettant de lever l'observation du rapport FINSECUR. Le rapport de maintenance du système de détection incendie du 19/06/2023 relève également que plusieurs détecteurs sont HS (hors service). Le rapport d'intervention FINSECUR du 15/11/2023 indique le remplacement de 19 détecteurs optiques de fumée, cependant la liste des détecteurs remplacés ne reprend pas tous les détecteurs déclarés HS le 19/06/2023 (et notamment les détecteurs B6/17, B6/73, B6/75 et B6/60). L'exploitant transmettra sous 1 mois les éléments permettant de justifier que tous les détecteurs

identifiés hors service le 19/06/2023 ont bien été remplacés.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les justificatifs de l'adéquation entre les détecteurs et les produits stockés (déclaration N7 APSAD par exemple). **Il transmettra sous 1 mois les éléments permettant d'établir que le système de détection incendie permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage (en tenant compte du stockage possible d'alcool de bouche en cellule 3 de l'entrepôt).**

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 13

Thème : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises.

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;

- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

[...]

Constats :

L'installation est dotée d'une réserve incendie de 500 m³, d'un poteau incendie, de RIA et extincteurs répartis sur le site.

Le rapport de contrôle des extincteurs établi par CHUBB suite à l'intervention du 08/08/2023 relève 23 extincteurs de plus de 10 ans sans révision décennale. L'exploitant a présenté un bon d'intervention du 26/09/2023 indiquant que les 23 extincteurs ont été remplacés.

Le rapport de contrôle des RIA établi par CHUBB suite à l'intervention du 10/08/2023 relève 36 RIA en bon état de fonctionnement.

Le rapport de contrôle des installations de désenfumage établi par SIA le 03/04/2023 confirme le bon état fonctionnel dans les 21 cantons, le local charge et la cage d'escalier.

Le rapport de contrôle des compartimentages établi par SIA suite à l'intervention du 03/04/2023 identifie des vitesses de fermeture et rebonds supérieurs aux valeurs normalisées pour 7 des 10

portes coupe feu coulissantes mais conclut au bon état fonctionnel de ces dernières. Il indique également un bon état fonctionnel de la porte coupe feu battante avec des remarques relatives au ferme porte et à la barre anti panique à remplacer.

L'exploitant transmettra sous 1 mois les éléments permettant de justifier le remplacement du ferme porte et de la barre anti panique de la porte coupe feu battante.

Le rapport de contrôle des installations électriques établi par DEKRA suite au contrôle du 19 au 21/10/22 relève 18 observations dont 12 ont déjà été signalées précédemment. L'exploitant a indiqué que les actions correctives sont en partie réalisées en interne par le personnel de maintenance du site mais qu'elles ne sont pas tracées. Il précise qu'une intervention par un prestataire extérieur est programmée dans le week-end car nécessitant de couper l'alimentation électrique du site. Le prochain contrôle des installations électriques est programmé du 27 au 29 novembre 2023. **L'exploitant transmettra à l'inspection sous 1 mois les éléments justifiant de la levée de toutes les observations du rapport de contrôle 2022 et veillera à assurer la traçabilité de ces actions.**

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 11 : Exercice incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 13

Thème : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

[...]

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classes et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

[...]

Constats :

L'exploitant a indiqué qu'aucun exercice incendie n'a été réalisé sur le site depuis le début d'exploitation de l'entrepôt alors que l'établissement est doté de nombreux moyens de lutte incendie destinés à être utilisés par le personnel en cas d'incendie (extincteurs, RIA) et que le risque incendie est prépondérant sur une installation de stockage de matière combustible en entrepôt couvert.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 13

Thème : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m3/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau d'extinction de

<p>L'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>La réserve incendie présente sur le site est un bassin de 500 m³ doté de bouches d'aspiration pompiers. Il est complété par un poteau incendie situé au même endroit. Le rapport de vérification du poteau incendie établi par CHUBB le 21/12/2022 indique un débit de 125m³/h pour une pression de 1 bar.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les éléments de calcul des besoins en eau d'extinction (document technique D9).</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de vérifier que les hypothèses ayant été retenues pour le calcul du besoin en eau d'extinction sont toujours cohérentes au vu de l'organisation actuelle des stockages et de lui transmettre sous 2 mois les justifications concernant ce calcul.</p> <p>L'inspection invite également l'exploitant à prendre contact avec les services d'incendie et de secours pour que le plan d'établissement répertorié du site puisse être établi.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 13 : Eaux d'extinction incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 11</p>
<p>Thème : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage.</p> <p>[...] En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. [...]</p>
<p>Constats :</p>

<p>Un bassin de rétention de 3000 m³ permet de collecter les eaux d'extinction incendie. Il est doté d'une vanne automatique asservie à la détection incendie. L'indication de position de la vanne (ouverte ou fermée) n'apparaît cependant pas claire le jour du contrôle (voir photo en annexe).</p> <p>L'exploitant confirmera à l'inspection sous 1 mois que la détection incendie entraîne bien la fermeture de la vanne et identifiera si nécessaire de façon explicite les positions "ouvert" et "fermé".</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 14 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe VIII</p>
<p>Thème : Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le porter à connaissance 2019 les flux thermiques tenant compte de l'augmentation capacité de stockage du charbon à 150 tonnes ont été modélisés pour la cellule 1 et n'impactent pas l'extérieur du site.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les flux thermiques pour les autres cellules. Celles-ci doivent tenir compte des quantités de produits susceptibles d'être stockés dans les cellules (notamment 600 m³ d'alcool de bouche en cellule 3 si l'exploitant souhaite conserver cette possibilité).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>